

ルノー日産の枝 ? RENAULT, SUCCURSALE DE NISSAN ?



Une fois de plus la « consultation du CE sur la réorganisation de l'ingénierie Renault, dans le cadre de la convergence avec NISSAN », s'est voulue très rassurante, à effectif constant selon la direction. Pourtant entre 2013 et 2015 nous constatons une perte d'environ 1235 personnes et la fermeture du site de Rueil.

Cet écart est dû au pacte de compétitivité, voulu en partenariat avec la CFE-CGC, la CFDT, et FO et non aux réorganisations successives.

Pourtant, ce sont des transformations permanentes qui sont imposées aux salarié(e)s, sans réelle consultation des CHSCT. Pourtant, le code du travail le prévoit avant toute transformation importante des postes de travail découlant de l'organisation du travail, avant toute modification des cadences et des normes de productivité.

Dans le contexte de plannings irréalistes de V3P, avec les pertes d'effectifs, les déménagements successifs, les restructurations quasi permanentes, les retards et les problèmes de démarrage de JFC ne sont pas surprenants. Et le déploiement dans la douleur de New PDM dans le cadre de CMFB s'annonce comme un nouveau facteur aggravant de la dégradation des conditions de travail pour de nombreux salariés, sans améliorer la qualité.

Bien sûr, rien de tout cela ne transparait dans le contexte de présentation de ce nouveau projet de convergence avec NISSAN.

La direction nous vante la convergence avec NISSAN, mais que signifie cette convergence ? Les écarts d'effectifs sont flagrant : sur le terrain, tous les salarié(e)s en contact avec NISSAN constatent cet écart entre les deux ingénieries, avec pour CMFB, une consigne de calquer au maximum la solution NISSAN.

RENAULT doit développer exclusivement des plateformes communes avec un partenaire qui garde en parallèle de nombreux projets spécifiques sans avoir à converger. Sur ces deux points importants, la direction se garde bien de s'exprimer, et n'a jusqu'à ce jour jamais apporté la moindre réponse aux inquiétudes exprimées par les élus SUD au Comité d'Entreprise.

RENAULT partage, NISSAN encaisse

SANS RIEN DONNER EN RETOUR, A PART DES DIVIDENDES POUR CERTAIN(E)S !

DA et GPEC sont les seuls « accompagnements du changement ».

La direction prétend accompagner les salarié(e)s pour son projet.

Sauf qu'elle se limite à un groupe de « suivi géré par des équipes RH » se réduisant de jour en jour, sans que le service médical et les médecins ne puissent avoir leur mot à dire, changeant de périmètre à chaque réorganisation.

Reformulé autrement c'est « débrouille toi avec ce que t'as ! ».

Pour la direction le questionnaire du « climat social » est suffisant pour prévenir les risques psychosociaux.

LAMENTABLE ET EXTREMEMENT DANGEREUX

Une fois de plus, la direction refuse d'aborder les risques pour la santé des salarié(e)s.

Ceci reflète bien une volonté de cacher les effets néfastes de ces réorganisations successives.

SUD n'est pas dupe de l'hypocrisie de cette consultation.

La direction ayant déjà largement informé le personnel avant même d'avoir présenté son projet aux élus CE et CHSCT, a manœuvré pour éviter que vos représentants en CE/CHSCT puissent s'emparer du dossier, en les mettant devant des faits accomplis.

RESULTAT DES CONSULTATIONS CHSCT :

8 se sont prononcés défavorablement contre 6 favorables, sans compter une importante abstention (18) !

La législation prévoit que les élus peuvent faire appel à une expertise indépendante pour faire une évaluation. Le vote reprendrait après, en toute connaissance de cause.

C'était la proposition de SUD en CHSCT et en CE, mais aucune organisation syndicale ne s'y est ralliée.

En CE, SUD et CGT ont voté contre le projet !

Tandis que la CFE-CGC s'abstenait, la CFDT votait pour !

La direction reconnaît que par le biais des pôles de compétence, une partie de la validation pourra être effectuée par Nissan. Les nominations régulières de représentants Nissan aux plus hautes fonctions chez Renault, ne sont pas de nature à rassurer.

Ces réorganisations perpétuelles qui asphyxient à petits feux les salarié(e)s RENAULT font clairement partie d'un plan plus global à long terme. La direction se garde bien d'en donner le détail.

Pourtant, tout est déjà soigneusement planifié pour satisfaire l'égo de Carlos Ghosn et remplir le portefeuille des actionnaires tandis que l'Etat Français, actionnaire de RENAULT à hauteur de 15%, ne bouge pas le petit orteil pour contrer ce désastre !

Comment ne pas penser qu'elles auront pour conséquence à long terme la mise de

RENAULT au service de NISSAN.

Ne succombez pas aux jolies fleurs des cerisiers de l'empire du levant !

Soyons ensemble face à ce président déjà patron de Nissan et à son conseil qui refusent le partage des bénéfices produits et plombent notre avenir chez Renault.

Ne restez pas isolés,

